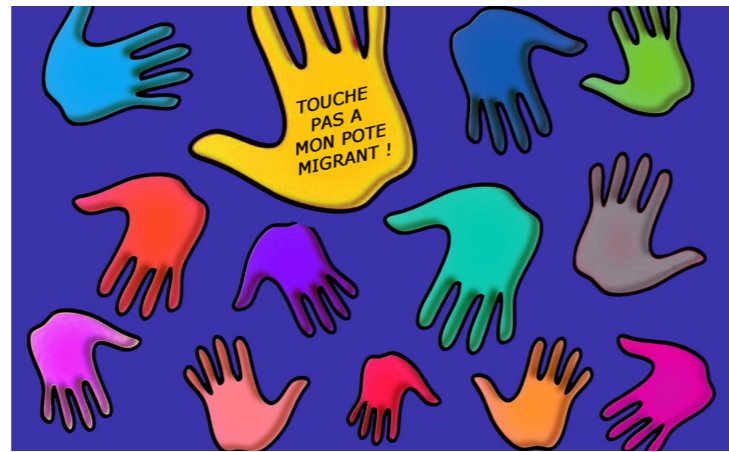




Accueillir plus de réfugiés, c'est souhaitable, c'est possible!



On cite souvent la phrase de Michel Rocard: «La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde.» En revanche, on mentionne rarement la suite: «Mais elle doit en prendre sa part.» On en est loin!
En 2015, alors que l'Allemagne recevait 5441 demandes d'asile par million d'habitants, la France n'en recevait que 1063. Et il est beaucoup plus facile d'obtenir l'asile ailleurs en Europe qu'en France, où plus des deux-tiers des demandes sont rejetées. Quant aux pays voisins de la Syrie (Turquie, Liban, Jordanie), c'est par millions qu'ils reçoivent des réfugiés, sans compter ceux qu'on leur renvoie!

Il conviendrait de cesser d'agiter la menace que ces migrants feraient peser sur notre identité nationale, ou encore de les assimiler aux terroristes qu'ils fuient, et de comprendre enfin l'apport qu'ils peuvent représenter pour l'économie de notre pays... et de l'Europe. Pour cela, il suffirait de respecter les conditions de leur intégration:

- respecter les conventions internationales et les droits humains fondamentaux;
- assurer leur accès au logement, à la santé, à l'éducation...;
- assurer l'égalité des droits, notamment au travail;
- combattre les discriminations.

Ces revendications sont déjà portées par nombre d'associations, de syndicats, de citoyens qui luttent aux côtés des collectifs de sans-papiers et des mouvements de solidarité avec les migrants en général.

Mais l'accueil des réfugiés ne peut se réaliser qu'à deux conditions:

- 1.- Assurer leur exil dans les pays de leur choix, sans qu'ils soient victimes de la rapacité des « passeurs » et des dangers du voyage. Un accord européen pourrait définir des couloirs humanitaires où les migrants seraient assurés de leur route et préciser les modalités souhaitables de leur accueil.
- 2.- Leur offrir la possibilité de choisir leur destination dans le pays d'accueil et les intégrer au sein de la population, car leur concentration dans les cités-ghettos engendre inévitablement des conflits sociaux.

Ces mesures pourraient s'envisager dans le cadre d'un système inspiré de celui des logements sociaux: les communes et les municipalités seraient tenues de recevoir un pourcentage de migrants-réfugiés proportionnel à leur population. Celles qui refuseraient se verraient soumises à des pénalités qui seraient reversées sous forme de subventions à celles qui ont rempli le contrat.

Pour ces quelques propositions, nous entendons bien nous faire traiter d'utopistes, lors même que ceux qui nous conduisent au chaos ne cessent de proclamer leur « réalisme ».

Toute l'histoire humaine est faite de migrations:
l'utopie est du côté de ceux qui veulent emmurer l'espoir

Les voisins d'ailleurs: ça marche!

Le village alsacien de Ferrette (700 habitants) accueille quatre-vingts demandeurs d'asile, logés dans une gendarmerie désaffectée. Ils en repartiront dès qu'ils auront une réponse, positive ou négative, à leur demande. Une personne seule touche 7€ par jour (24€ pour une famille de six). Certains sont opposés à leur accueil: «Bande de violeur pédophile et tueur race de chien profiteur mange merde je les déteste le jour ou on pourras les buter

sans aller en prison dans se système de colabo je le ferait avec joie!» (Vu sur la page Facebook d'opposants à leur accueil). Malgré tout, la cohabitation se passe bien et la solidarité s'organise. Les « Voisins d'ailleurs », une cinquantaine de bénévoles, les aident: cours de français, ateliers cuisine, jardinage, covoiturage, randonnées, soutien scolaire. Plusieurs centaines d'autres communes sont volontaires pour accueillir des réfugiés.

Pour nous contacter: www.france.attac.org



Altermondialistes,
donc

solidaires

des migrants et des réfugiés

Attac est engagée dans des actions communes avec associations, syndicats et partis pour exiger une politique ouverte de l'immigration. Dans ce combat, Attac a un rôle spécifique d'éducation populaire à jouer. En effet, la question des réfugiés s'inscrit dans le cadre de la crise globale d'un monde dominé par le capitalisme financier, thème fondateur d'Attac. Son combat altermondialiste est intimement lié à la lutte pour la liberté d'aller et venir, à la solidarité avec les migrants afin d'arrêter la déshumanisation à l'œuvre dans le monde.

Les USA, la France, le Royaume-Uni sont parmi les cinq principaux exportateurs d'armes. Des conflits sont instrumentalisés par des grandes puissances, dont la nôtre, pour le contrôle de régions stratégiques. Ils dévastent des pays entiers et déstabilisent des États où, maintenant, des bandes armées font la loi.

Beaucoup de conflits sont liés au contrôle des réserves pétrolières. La fin de l'exploitation des énergies fossiles et l'utilisation d'énergies renouvelables accessibles à tous permettraient de réduire certains conflits avec des effets bénéfiques sur le climat, la pollution, la santé. Les multinationales cherchent également à mettre la main sur les matières premières minérales et végétales. Le commerce équitable peut être un outil contre l'émigration contrainte si les paysans sont maintenus sur leurs terres avec des conditions de vie dignes. Ainsi se résoudrait un grand nombre de problèmes d'accès à l'eau, à l'énergie, à la santé et à l'éducation.

Attac combat les accords de libre-échange (TAFTA, CETA) et, en Afrique, les Accords de partenariat économique (APE), entre l'Union européenne et les pays africains, qui ont une grande responsabilité dans la destruction de ces économies, en particulier des agricultures.

- **La question climatique** – l'accès à l'eau notamment – est un facteur important de déstabilisation et de migration. C'est l'enjeu humanitaire et géopolitique majeur de la COP 21, autre combat d'Attac.
- **Une véritable lutte contre la corruption**, contre l'évasion fiscale notamment, via les paradis fiscaux – ainsi que la fin du soutien aux dictateurs –, réduirait les risques de conflits, de répression et de misère.
- **La logique néolibérale** conduit à la fabrication de sans-papiers, à l'intérieur même de nos pays, au profit du marché mondialisé. Elle cherche à mettre en concurrence les pauvres entre eux: les nouveaux réfugiés avec les précédentes vagues de migrants, les étrangers avec les Français, en particulier pour l'hébergement d'urgence, l'accès au logement, au travail...
- **Les migrants remettent en cause les frontières**: il est illusoire de les garder à distance, même avec des accords politiques pour les bloquer loin de l'Europe.

Nous devons nous opposer à cette politique de division des peuples, désignant l'immigration comme la cause de la « crise », du chômage, de l'affaiblissement de la protection sociale. Attac défend un autre récit de la « crise », désignant le capital financier, les oligarchies, les politiques néo-libérales comme responsables du chaos dont le monde est menacé. C'est pourquoi nous demandons l'égalité des droits pour tous. ■

LES VÉRITABLES RAISONS DES FLUX MIGRATOIRES

Une politique de non-accueil des exilés

Un migrant arrive en France, il a quitté son pays pour ne pas mourir, long parcours à la merci des passeurs, partout les barbelés, horrible cauchemar... Il voudrait rester en France, ou seulement passer. Il a besoin d'aide et il y a droit. De simples citoyens, bénévoles se précipitent pour lui apporter leur soutien sous toutes formes.

Délits de solidarité !

- Recueillir sur la route, dans le froid, trois adolescents érythréens et les héberger pour une nuit avant de les remettre sur leur chemin ;
- aider une femme et son enfant de 2 ans à retrouver mari et nouveau-né ;
- s'opposer à l'embarquement de force, à bord de l'avion où vous avez pris place, d'un migrant que l'on veut expulser vers la mort ;
- assister à l'inhumation de celui qui s'est fait tuer en essayant de rejoindre sa famille en Angleterre.

Tous ces actes et bien d'autres sont autant de délits de solidarité envers les étrangers sans papiers que la loi française punit sévèrement.

Gardes à vue, procès se multiplient, un véritable acharnement de l'État envers les solidaires.

Riposte citoyenne : « Si la solidarité avec les étrangers est un délit, je suis un délinquant solidaire. »
<http://www.delinquants-solidaires.org/>

LIBRE ÉCHANGE

Concentré d'injustice

Au Ghana, Félix cultivait des tomates et sa femme, Angela, les vendait à bon prix au marché. Pour lui prêter de l'argent, banquiers et FMI ont exigé du Ghana qu'il ouvre ses frontières aux importations. L'Italie a alors inondé le Ghana de boîtes de concentré de tomate, largement subventionnées par l'Union européenne. Les tomates du couple ne se vendant plus, Felix est parti vers l'Europe et ses mirages. Il habite une cabane dans le sud de l'Italie.

Traité comme une bête, sous-payé, sans papiers ni protection sociale, il est accusé, avec tous ces « negri di merda », d'envahir l'Italie. Au Ghana, Angela rêve de Felix et achète au marché du concentré de tomate. Au fait, quel est le travail de Felix en Italie ? Il ramasse des tomates pour une usine de concentré. Cherchez l'erreur !



Agriculteurs et éleveurs migrent ou survivent avec moins d'eau et moins de nourriture sur des terres rétrécies par la désertification. Le réchauffement climatique engendre massacres, famines et migrations.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Mourir ou partir ?

Les massacres au Darfour seraient dus à des conflits ethniques entre Soudanais arabes et noirs. En fait, c'est la rivalité récente entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades pour l'accès à l'eau et à la terre qui est à l'origine des conflits. Et les agriculteurs ne sont pas tous noirs, les éleveurs pas tous arabes. Depuis les années 1980, des sécheresses répétées ont décimé récoltes et bétail.

IMMIGRATION ÉCONOMIQUE

Sur les trottoirs de Paris

Certaines femmes fuient la pauvreté, souvent aggravée par des violences ou une situation familiale tragique. Pour émigrer, elles doivent emprunter de grosses sommes auprès de leurs proches ou d'usuriers, pour le plus grand profit de passeurs crapuleux. Une fois arrivées en France, ces femmes doivent travailler dur pour rembourser leur dette. Elles sont maintenues en dépendance, fréquemment maltraitées. Et les emplois sous payés au noir ne suffisent pas. De nouveau confrontées à la pauvreté et à la violence, elles sont vulnérables et deviennent des proies faciles pour les réseaux criminels. Certaines sont ainsi poussées à se prostituer pour survivre, sur les trottoirs de Paris ou d'ailleurs.



ACCAPAREMENT DES TERRES

Sucre amer



« Ils ont brûlé nos maisons et même nos champs de riz, juste avant la récolte. Les soldats ont arrêté ceux qui protestaient ».

Au Cambodge, l'État loue à des sociétés privées plus de la moitié des terres arables. Chaque année, 50 000 paysans sont chassés de leurs rizières, le plus souvent remplacées par des plantations de canne à sucre. Et le sucre est exporté en Europe, sans payer de droits de douane... un avantage censé favoriser les pays les plus pauvres. Les paysans spoliés ont le choix : travailler dans les plantations de canne ou échouer dans un bidonville.

ABSENCE D'AVENIR

Pousser droit !

« Il a fui son pays avec son petit frère de 15 ans, qu'il a perdu dans un de ces bateaux de réfugiés que l'on voit à la télé. Souleymane m'a fait passer des infos à la réalité, du Mali au Niger, des passeurs-voleurs au désert, de la Libye à l'Italie... de la mort à la vie. C'est un gosse génial, travailleur, sensible, écorché et tellement courageux... Bref, un mec bien qui a besoin d'un coup de pouce pour continuer à pousser droit ! »

Un de ses professeurs



IMMIGRATION CHOISIE

Perdants/gagnants

Les médecins roumains sont de plus en plus nombreux à émigrer en France : immigration choisie ou fuite des cerveaux ? Du coup, la Roumanie manque de médecins et en importe d'Ukraine et de Lituanie. Des pays qui, à leur tour, manquent de médecins... Un cas typique perdant/gagnant : la formation de ces professionnels a été financée par la Roumanie et le fruit de leur travail en revient à la France.

GUERRES

On va te tuer !

« Après le départ des troupes françaises d'Afghanistan, deux hommes masqués m'ont arrêté. Ils m'ont dit : tu as travaillé pour les Français, tu n'es pas un musulman, on va te tuer, toi et ta famille. » Pour leur échapper,

Abdul et sa famille déménagent tous les mois. Après un an d'angoisse, ils obtiennent un visa pour la France. « On a découvert la liberté, la sécurité, la démocratie. Notre vie commence, on sort tous les jours, on a été voir la cathédrale, on a visité des supermarchés. »

En Afghanistan, l'armée française a employé environ 800 personnels civils, aujourd'hui souvent menacés de mort. Pourtant, sur 260 demandes de visa, la France n'en a accordé qu'une centaine..



PILLAGES DES RESSOURCES

La guerre pour nos portables



« On n'a besoin ni d'argent ni de pitié. La terre du Kivu est riche, mais il nous faut la paix. Jour et nuit, nous pouvons être violées, quand on va chercher de l'eau ou du bois. »

Les violents visent à traumatiser les femmes et leurs familles, à détruire les communautés pour mieux piller les ressources. Au Kivu, dans l'est du Congo, le coltan (minerai utilisé notamment pour nos portables) est l'une des causes principales d'une guerre atroce. Rebelles et milices martyrisent la population pour contrôler les mines, en utilisant la violence

contre les femmes comme arme de guerre. Bilan des guerres au Congo depuis vingt ans : des millions de morts, 2 millions de « déplacés », 400 000 réfugiés à l'étranger.

PERSÉCUSSIONS POLITIQUES

Je vais réussir ma vie !

Mohammed est un Oromo, une ethnie discriminée en Ethiopie. Contestataire, il a été torturé trois fois et s'est réfugié à Paris. Évacué de La Chapelle, il est logé dans un hôtel pour trois nuits. « À La Chapelle, des gens nous donnaient à manger. Là, on n'a rien. » De nouveau à la rue, il repart à Paris, dort dans les squares, est chassé par la police. Il est finalement hébergé dans un centre pour SDF et bombardé de questions sur sa demande d'asile. « Je veux apprendre le français et obtenir des diplômes. Je vais réussir ma vie ! Je sais qu'en travaillant, je réussirai. » Si sa demande est rejetée, il vivra sans papiers ou il sera renvoyé en Ethiopie.



CREDITS (9) : D. R.

La forteresse Europe à l'abri de Dublin

Ce migrant est heureux : arrivé en France où il voudrait rester, il va pouvoir déposer sa demande d'asile. Mais c'est beaucoup plus difficile qu'imaginé ! Nulle part où dormir, chassé d'un campement à l'autre, sans rien comprendre. On l'interroge : coup de chance, il vient d'un pays que l'État français considère comme « pas sûr ». Il est susceptible d'obtenir l'asile. Mais par quel pays est-il arrivé ? On lui prend ses empreintes : elles sont déjà dans le fichier Eurodac.

Cet exilé est « dubliné » et ne peut pas demander l'asile en France.

Explication : un migrant est obligé de demander l'asile dans le premier pays où il est arrivé, selon la loi Dublin III signée entre « les pays européens et associés ». La préfecture va donc le renvoyer dans ce pays. En attendant, il peut être assigné à résidence ou envoyé en centre de rétention.

Un Soudanais, Érythréen ou Syrien arrivé en Italie ou en Grèce sera renvoyé dans ces pays qui n'ont plus les moyens de les accueillir. Il sera alors placé dans un camp ou envoyé en Turquie, s'il est arrivé par ce pays (accord UE-Turquie). Actuellement, plus de la moitié des nouveaux migrants triés au centre d'hébergement humanitaire de La Chapelle, à Paris, tombent sous le coup du règlement Dublin.